

Entretien – Énergie

« La sobriété et le rationnement sont de puissants outils de justice sociale »



Par [Laury-Anne Cholez](#)

8 septembre 2022 à 15h14, Mis à jour le 14 septembre 2022 à 12h37

Durée de lecture : 9 minutes

Rationner l'énergie cet hiver ? Le gouvernement y réfléchit. Avec de vrais critères de justice sociale, cela aiderait à répartir les efforts, estime la chercheuse Mathilde Szuba. Mais la dépolitisation de la sobriété ne laisse rien présager de bon.

Mathilde Szuba est maîtresse de conférences en science politique à Sciences Po Lille et travaille notamment sur les questions de rationnement.

Reporterre - La Première ministre Élisabeth Borne a déclaré qu'il ne fallait pas exclure des rationnements sur l'énergie cet hiver. À quand remonte le dernier rationnement en France ?

Mathilde Szuba – Aux années 1940, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, avec des carnets de tickets permettant de répartir entre les personnes des quantités limitées de nourriture et d'énergie. C'est la définition rigoureuse du rationnement : l'organisation par les autorités de la distribution et de la répartition de produits en pénurie, afin d'en garantir une part minimale à chacun. Dans le langage courant, ce terme a parfois pu être utilisé dans un sens plus large : « *rationner* » les crédits de l'hôpital public, par exemple. Mais ce n'est pas la même chose qu'une politique organisée qui vise à protéger les consommateurs pendant une pénurie. Le rationnement, c'est la répartition des efforts, dans un objectif de justice et de solidarité. Cela n'a rien à voir avec la demande faite aux entreprises d'utiliser moins de gaz cet hiver. Ce n'est pas du tout la même logique de protection des plus fragiles.

Quel est le lien avec la sobriété ?

Pendant longtemps, la sobriété a essentiellement été discutée dans les milieux écologistes ou parmi les spécialistes de l'énergie. Le gouvernement et les grandes institutions préféraient largement mettre l'accent sur les renouvelables ou l'efficacité énergétique, au lieu de se risquer

à avancer sur le terrain délicat et conflictuel d'une sobriété impliquant la révision à la baisse des besoins et la réduction du confort énergétique. Les choses ont beaucoup changé durant l'année écoulée, avec le rapport du Giec [(1)] qui parle de « *suffisance* », les quatre scénarios de neutralité carbone de l'Ademe [(2)] qui intègrent pour la première fois un scénario de sobriété (intitulé « *Génération frugale* »), et le discours d'Emmanuel Macron sur l'énergie en février dernier.

Ce discours a mis l'accent sur la sobriété, mais en détournant son sens original, pour aller vers des petits gestes. Ce terme fort, qui pendant longtemps a été un étendard de radicalité, est ici une simple réduction des gaspillages, prétendument compatible avec la croissance. En science politique, on appelle cela un conflit de cadrage : lorsque dans l'espace public, des acteurs s'emparent d'un terme et cherchent à le redéfinir à leur manière. Aujourd'hui, si on laisse s'installer cette redéfinition au rabais de ce que sont la sobriété ou le rationnement, on va perdre de vue leur sens politique et le fait qu'ils pourraient être de puissants outils de justice sociale.

Rationner l'énergie, notamment l'électricité, est plus facile quand on vit dans une maison bien isolée plutôt que dans une passoire thermique. N'est-ce pas contradictoire avec l'idée de justice sociale ?

On peut avoir cette impression, mais en réalité la quantité d'énergie qu'une personne consomme est avant tout corrélée à ses revenus : plus on est riche, plus on consomme d'énergie. Mais cela se verra plus ou moins selon ce que l'on choisit de mesurer : le chauffage au mètre carré ou la quantité totale d'énergie de chauffage pour

une habitation ? Globalement une petite passoire thermique consomme moins qu'une grande maison mieux isolée. Pour les déplacements, c'est la même chose. Les plus pauvres peuvent avoir des voitures plus vieilles et plus polluantes qui consomment davantage au kilomètre, mais les plus riches ont des voitures plus grosses, font plus de kilomètres, et surtout prennent plus souvent l'avion. C'est pourquoi les plus importantes consommations d'énergie liées aux déplacements sont le fait des personnes à plus hauts revenus. Et donc, si on avait un rationnement qui autorisait X litres d'essence par personne et par semaine et que cela incluait les billets d'avion, ce sont les plus riches qui seraient clairement les plus pénalisés.

Dans l'Histoire, quelles sont les mesures qui ont déjà été mises en place pour réduire de façon équitable les consommations d'énergie ?

La crise que l'on traverse a plusieurs points communs avec le choc pétrolier de 1973. À l'époque, certains pays ont dû prendre des mesures exceptionnelles pour réduire leur consommation d'énergie, comme les Pays-Bas ou les États-Unis, visés par un embargo des pays arabes exportateurs de pétrole en raison de leur soutien à Israël dans la guerre du Kippour. C'est très comparable à ce qui nous arrive en ce moment avec la Russie, qui procède à un chantage énergétique pour affaiblir les soutiens de l'Ukraine.

« Pouvoir arroser les golfs et interdire d'arroser les légumes, ce sont des

incohérences injustes »

En 1973, pour réduire la demande en énergie, les Pays-Bas ont (entre autres mesures) instauré les dimanches sans voitures : aucun véhicule n'avait le droit de circuler, hormis les pompiers, ambulances, police, etc. Cela a permis de réduire sans délai les consommations de pétrole. Autre avantage : cela rendait la crise perceptible. Car le manque de pétrole ou la pénurie énergétique ne sont pas « *visibles* » en tant que tels. Pour cela, il fallait pouvoir le constater visuellement, avec les rues sans aucune circulation automobile. Les dimanches sans voitures permettaient d'envoyer un signal clair : les Pays-Bas étaient en crise, des efforts et adaptations seraient nécessaires et ils allaient concerner tout le monde.

Comment faire accepter ce rationnement aux gens ?

Les mesures contraignantes sont d'autant mieux acceptées quand elles sont perçues comme justes et justifiées, et quand il y a une confiance dans le gouvernement pour bien faire les choses. Lorsqu'au contraire on perçoit un double langage, quand on demande des efforts d'un côté, mais qu'on maintient des privilèges de l'autre, cela décrédibilise le message. Idem pour la cohérence : si d'un côté on a des coupures de courant et si on demande à chacun de faire des efforts, mais que de l'autre on continue par exemple les projets d'extension des aéroports, ce n'est pas cohérent.

C'est déjà ce que l'on a pu voir cet été pendant la sécheresse. Il y a eu des critiques très fortes contre le fait que les golfs puissent arroser leurs greens tandis que les jardiniers avaient interdiction

d'arroser leurs légumes. Ces incohérences sont injustes, et elles sapent sévèrement le consentement citoyen à faire des efforts, tandis que la pénurie d'eau continue de progresser.

Que pourrait-on mettre en œuvre pour inciter les gens à réduire leur consommation d'énergie ?

Les incitations à la sobriété énergétique ne peuvent être crédibles et avoir une chance d'être suivies par les citoyens que si elles font partie d'un plan sérieux et de grande ampleur de réduction des consommations d'énergie. Comment peut-on inciter chacun à faire des efforts et dans le même temps juste vouloir « réguler » les jets privés ? Si les jets privés étaient maintenus au sol, les aéroports fermés, les publicités pour l'avion ou les voitures retirées de l'espace public, la vitesse sur autoroute largement réduite, et que chaque dimanche les rues et routes étaient rendues aux piétons, cela aurait un sens de demander aux citoyens de faire leur part.

« On a tellement misé sur la société d'abondance que c'est douloureux d'y renoncer »

Mais pour l'instant, face au choc énergétique, les pistes pour répondre sont cosmétiques. Et le manque d'anticipation est incroyable. Déjà en mars, l'Agence internationale de l'énergie proposait dix mesures pour réduire la dépendance énergétique de l'Europe face à la Russie : la

réduction de la vitesse sur autoroute, les dimanches sans voitures dans les grandes villes, davantage de télétravail, etc. Autre piste : au Royaume-Uni, durant le choc pétrolier de 1973, la semaine de travail était passée à cinq jours, puis trois jours, afin de ralentir l'économie et la consommation d'énergie.

Parler de rationnement temporaire juste pour passer l'hiver, c'est une manière de parler de la finitude des ressources, mais sans rien changer des causes qui nous mènent à cette situation ?

C'est dépolitiser les choses, traiter l'évènement comme s'il nous tombait dessus sans que l'on ait pu le prévoir, comme un coup du sort. Pourtant cela fait plusieurs décennies qu'il y a de nombreuses alertes sur la dépendance aux fossiles et tous les problèmes qu'elle pose : diplomatiques, climatiques... La situation va perdurer si l'on ne discute pas de réduction de long terme, de répartition des efforts et de justice sociale. Et pas seulement pour protéger les plus faibles, mais aussi pour faire peser les efforts d'abord sur les plus gros consommateurs.

En 2019, vous avez déclaré dans Libération : « Il est plus probable que la prochaine fois qu'on fera du rationnement, ce sera en catastrophe, en réaction à une crise énorme et pressante, et reconnue comme telle. » Pourquoi les politiques n'arrivent-ils pas à anticiper ?

Il y a tout un faisceau de raisons à cela. L'avenir, par définition, est incertain, et tant que des voix vous disent qu'on pourra s'en sortir sans trop de casse, en misant sur ceci ou cela, cela compose un paysage de messages contradictoires qui permet de se

rassurer. Dans le doute, on préfère faire confiance au message qui nous fait le plus plaisir. Les lobbys savent très bien utiliser cela. De plus, lorsqu'on regarde l'histoire du XX^e siècle, on peut avoir l'impression que le monde occidental a surmonté avec succès plusieurs crises graves, alors pourquoi pas celle-ci ?

Pendant les Trente Glorieuses, le niveau de confort occidental a augmenté de façon spectaculaire, et depuis le second choc

pétrolier, on passe notre temps à essayer de retrouver cette période de folle croissance. Les générations qui ont vécu cela en ont été très marquées et envisagent difficilement d'y renoncer. Enfin il y a l'effet de ruine. On a tellement misé sur la société d'abondance et de consommation que c'est douloureux aujourd'hui d'y renoncer. Or la question aujourd'hui n'est plus comment partager les fruits de l'abondance, mais comment répartir les efforts de sobriété.

Après cet article

Enquête – Alternatives

Sobriété énergétique, la solution oubliée : l'enquête de Reporterre



Notes

[1] Groupe d'experts intergouvernemental

sur l'évolution du climat.

[2] Agence de la transition écologique.